

# RÉVOLTE FRANCILIENNE

## LE JOUR D'APRÈS C'EST MAINTENANT !

Nul besoin d'attendre le « Ségur de la santé » pour répondre aux exigences des personnels hospitaliers. Cependant, le gouvernement craignant une colère sociale qui risque d'exploser, veut désamorcer la bombe en faisant un troisième plan d'annonce sur lequel les représentants de la santé sont dubitatifs car les deux précédents « Ma santé 2022 » et le « grand plan de novembre 2019 », ne se sont pas traduits en euros. Le personnel soignant se refuse à ce que leur professionnalisme, leur dévouement, qui a sauvé des milliers de vies du Covid 19, se limite à être « héroïsé » par l'attribution de primes, de médailles ou encore en étant à l'honneur au défilé du 14 juillet.

Ils veulent dès maintenant une augmentation de salaires de 300 euros (correspondant au différentiel constaté par l'OCDE entre le salaire moyen infirmier en France et celui dans le reste de l'UE), l'embauche de personnels permettant le respect des 35 h et l'amélioration des conditions de travail, le paiement des heures supplémentaires, la récupération de leur RTT et la prise des congés annuels cet été, l'augmentation du nombre de lits d'hôpitaux.

La France, 6ème puissance mondiale, a les moyens d'honorer ces revendications avec les milliards détenus par les monopoles capitalistes, profits du travail spéculés au CAC 40 ou placés dans les paradis fiscaux.

Par ailleurs, l'état de santé des franciliens démontre que certains départements ont été plus touchés que d'autres. C'est le cas de la Seine Saint-Denis qui connaît une surmortalité importante observée entre mars/avril 2019 et 2020 avec + 118 % alors que le taux de mortalité est de +102 % dans les Hauts-de-Seine, +94 % dans le Val-de-Marne, +93 % à Paris, +90 % dans le Val d'Oise, +75 % dans l'Essonne et 50 % en Seine et Marne. Ces chiffres mettent en exergue les disparités locales et confirment que les populations précaires des quartiers populaires sont celles pour lesquelles le Covid 19 a été le plus mortel. Les habitants cumulent une fragilité de santé avec : des pathologies chroniques telles que, l'obésité, le diabète et les problèmes cardio-vasculaires. Ces facteurs de risque s'ajoutent aux effets du confinement et aux conditions d'habitat occasionnant une promiscuité réduite car logeant dans des appartements trop petits, ne pouvant payer des loyers trop chers. Ils sont les « premiers de corvées », obligés de continuer à aller travailler avec des petits salaires bien souvent en-dessous du SMIC. De ce fait, ils n'ont pas pu observer le début du confinement dans des conditions sanitaires les préservant du risque de contamination puisqu'ils n'ont pas eu les protections pour être isolés du virus telles que masque, gel hydroalcoolique, paroi les préservant du public.

Cette précarité sanitaire et économique se retrouve sur l'ensemble des départements



français de la métropole et de l'outre-mer. C'est pourquoi, aux revendications du personnel hospitalier, il est urgent d'ajouter pour tous les travailleurs : augmentation du salaire de base, du SMIC, construction de logements décents en nombre suffisant (c'est plus de 150 000 demandes de logement sociaux en attente pour l'Île de France), augmentation de l'allocation logement (APL), véritable application des 35 h pour aller vers les 32 h avec embauches à l'ap-

pui pour éradiquer le chômage, récupération des RTT et prise des congés annuels.

Les communistes du PCRF soutiennent la lutte des mesures immédiates qui doivent prendre effet dans les prochaines semaines, sans perdre de vue notre combat pour instaurer le socialisme-communiste qui permettra à la classe ouvrière des exploités, de vivre décemment de nos moyens de production.

## **LES SOIGNANTES ET LES SOIGNANTS : NOUVELLE CHAIR À CANON DU CAPITALISME**

Le pic de malades du Covid-19 semble derrière nous et le bilan est lourd: des dizaines de milliers de morts et autant de familles endeuillées. Des centaines de milliers de chômeurs supplémentaires. Des soignants au bord du burn-out.

Après avoir au début minimisé le sérieux de la situation, Macron et les autres larbins des monopoles capitalistes ont été dépassés par l'accélération de l'épidémie. Mais, devant l'évidence que les hôpitaux allaient être rapidement dépassés par le manque des moyens et

les destructions d'emplois, ils ont forcé les soignants à aller bosser alors que les conditions de sécurité n'étaient pas réunies... afin de limiter une hécatombe annoncée.

Aujourd'hui Macron et les autres ne tarissent pas d'éloges concernant ces héros en blouses blanches. Le ministre de la Santé vient de promettre une revalorisation de leurs salaires. Mais les soignantes et les soignants d'Île-de-France, qui viennent de vivre la pire crise sanitaire depuis la Seconde Guerre mondiale, ne sont pas dupes :

ils savent qu'ils ont été envoyés en première ligne, désarmés, pour éviter le scandale sanitaire.

Nous avons rencontré Léa (le prénom a été changé), aide-soignante dans un centre hospitalier du Nord de la Région Parisienne qui nous raconte comment, avec ses collègues, ils ont été exposés à des conditions de travail extrêmement éprouvantes.

*« Quand Macron a annoncé le confinement, on a commencé à nous mettre la pression pour éviter les arrêts de travail. Nos cadres nous ont claire-*

*ment dit qu'on ne pouvait pas s'absenter pour garder nos enfants ou même tomber malades et qu'il fallait assurer une présence maximale ».*

Dans les premiers jours, son service était réorganisé quotidiennement ce qui a eu pour effet de désorienter les soignants.

*« Très peu d'informations nous parvenaient de nos supérieurs et chaque jour nous devons changer les procédures d'accueil et limiter les contacts avec les patients et leurs familles. De toute façon, nous n'avions pas de masques ni de protections en nombres suffisants ! ».*

Alors que les services d'urgence étaient submergés, la direction de

l'hôpital demande à plusieurs services de limiter les soins notamment des patients diabétiques pour récupérer des lits pour les patients Covid :

*« Beaucoup de personnes diabétiques n'ont pas pu être soignées correctement parce que la direction a décidé de mettre la priorité sur les malades du Covid comme le demandait le gouvernement. Par contre, quand des collègues commençaient à avoir des symptômes du Covid, on refusait de nous tester et on nous incitait à tenir le coup. »*

*« C'est le sens du devoir qui nous a donné le courage de continuer alors qu'on voyait des situations dramatiques comme ces personnes laissées sur des brancards et dont on sa-*

*vait qu'elles allaient mourir... parce qu'elles étaient trop âgées ! »*

Aujourd'hui Léa et la plupart de ses collègues sont en colère car ils ont le sentiment d'avoir été envoyés au front pour réparer les erreurs des décideurs politiques : *« ils font des cadeaux fiscaux aux grandes entreprises et aux plus riches alors que ça fait des années qu'on réclame des moyens pour recruter du personnel, pour ouvrir des lits et pour rénover ! Ils ont cassé l'hôpital et maintenant ils nous demandent de réparer leurs erreurs au péril de notre santé ! Leurs médailles, on n'en veut pas ! Les augmentations de salaires, si elles arrivent un jour, ne suffiront pas : on n'oubliera pas ! »*

## **CONFINEMENT, DÉCONFINEMENT : UNE QUESTION DE CLASSE**

Depuis le 11 mai, l'Etat bourgeois procède à un déconfinement progressif suite au confinement général qui a duré près de 2 mois.

Le confinement imposé à la population a été la seule mesure d'urgence possible à prendre dans la situation de la propagation du virus et dans le contexte d'un service public de la santé détruit depuis des années sous différents gouvernements, qu'ils soient de gauche ou de droite.

On a pu voir que ce confinement avait une nature de classe, car s'il était censé être général, certaines branches non essentielles à la survie de la population ont quand même continué à faire travailler leurs travailleuses et leurs travailleurs,

ces derniers ont mis leur vie en danger pour accroître les profits des patrons. Le télétravail a aussi contribué à augmenter l'exploitation dans certains domaines, les travailleurs se retrouvant débordés par les différentes tâches à réaliser depuis leur domicile pendant le confinement. Le contexte du confinement a par ailleurs servi à la mise en place des lois liberticides au nom de la lutte contre le virus.

Mais le déconfinement montre aussi que les intérêts du patronat et des travailleurs sont opposés. N'ayant aucune justification sanitaire et scientifique, le déconfinement a été prévu depuis la mi-avril, près d'un mois en avance donc, alors qu'il était impossible de savoir quelle serait la situa-

tion au moment du 11 mai. Aujourd'hui le risque n'est pas écarté et le virus est toujours présent. Mais le grand capital a besoin de relancer l'économie car il subit déjà des pertes énormes au niveau de ses profits. D'où la nécessité pour lui d'exploiter les travailleurs en mettant leurs vies en danger dans un contexte de sécurité sanitaire qui n'est pas garantie.

L'Etat bourgeois au service des monopoles et les médias qui les servent relaient l'idée d'une « première vague » qui serait passée, tout en parlant de l'éventualité d'une « deuxième vague ». Ceci est fait dans le but de montrer qu'il y aurait un « recul de l'épidémie » et que les conditions seraient réunies pour déconfiner, avec la possibilité de

reconfiner en cas de regain de la maladie. Toute cette rhétorique sert encore une fois à tromper les travailleurs afin de les exploiter en mettant leur vie en danger.

Il est évident que la bourgeoisie va tenter de se servir aussi bien du confinement que du déconfinement pour s'attaquer aux droits des travailleuses et des travailleurs. Il est donc nécessaire pour nous, peuple-travailleur, de nous mobiliser et de nous organiser, d'être solidaire avec les autres travailleuses et travailleurs pour exiger des moyens supplémentaires pour les hôpitaux. Ceci pour remédier aux conséquences du Covid-19 et en se battant pour les conditions de travail saines et garantissant la sécurité aussi bien sanitaire que salariale.



## LE PIÈGE DES SOLUTIONS INDIVIDUELLES POUR RÉGLER LA CRISE

Pour gérer une situation dont on est à l'origine, quoi de mieux que reposer sur les autres l'entière responsabilité? C'est ce que les gouvernants ont décidé de faire pour « redresser » le pays suite à la crise sanitaire et économique. D'ores et déjà, on parle de sacrifice des travailleuses et des travailleurs

pour leurs vacances, leurs jours de RTT et leurs fériés afin de combler les insuffisances et les difficultés que rencontre l'économie capitaliste. Les médias ne sont pas neutres dans cette affaire: avant la levée du confinement, il s'agissait de préparer le terrain sur le champ des idées pour instaurer un climat

social propre à stimuler un prétendu esprit de « solidarité des Français ».

Mais de quoi parle-t-on au juste ? De sacrifier ses RTT, d'augmenter la durée du travail et les cadences sans augmenter les salaires, de ne pas partir en vacances... quand l'État ne touche pas



aux grandes fortunes, aux paradis fiscaux et à l'impôt sur la fortune, quand ce même État accompagne les licenciements et les fermetures d'entreprises, représente les intérêts des monopoles qui finalement dictent les directives à suivre pour, bien entendu, «reconstruire le pays».

La logique de charité qui se met en place n'est qu'un moyen de détourner les

travailleuses et les travailleurs des réels problèmes et des vrais responsables de la crise. Déjà en avril, Didier Lallement accusait les malades et les morts du virus de ne pas avoir respecté le confinement, accusation caractéristique et révélatrice de la pensée des gouvernants et exploiters capitalistes, pour qui, finalement, leurs profits valent plus que nos vies.

C'est une tendance chez les capitalistes de faire reposer le poids de la crise sur celles et ceux qu'ils exploitent. Une tendance de classe qui révèle pleinement leur statut de parasite au sein de la société. «*Nous sommes en guerre*», oui. Mais précisons contre qui ? Car la guerre de classes contre les travailleuses et les travailleurs a commencé depuis bien longtemps.



Ne pas jeter sur la voie publique.

## QUI SOMMES-NOUS ?

La Révolte Francilienne est un bulletin écrit et publié par les militants du Parti Communiste Révolutionnaire de France (PCRF) en Île-de-France.

Le PCRF est un parti communiste qui fonde sa politique sur le marxisme-léninisme et conduit le combat quotidien contre le capitalisme. Le PCRF dénonce la propriété privée des moyens de production et d'échange et dénonce le contenu de

classe de l'Etat bourgeoise. Le PCRF vise à devenir l'outil d'avant-garde de la classe ouvrière et des couches opprimées, pour conduire la révolution socialiste, instaurer le socialisme dans la perspective du communisme, fondé sur le pouvoir du prolétariat, la propriété sociale et collective des moyens de production et d'échange, et la planification démocratique centralisée.



Parti Communiste Révolutionnaire de France